Loi fédérale relative à la coopération internationale en matière d'éducation, de formation professionnelle, de jeunesse et de mobilité

Modification du 3 octobre 2003

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du 29 novembre 2002¹,
arrête:*

I

La loi fédérale du 8 octobre 1999 relative à la coopération internationale en matière d'éducation, de formation professionnelle, de jeunesse et de mobilité² est modifiée comme suit:

Art. 2a Agence nationale

La Confédération peut créer une agence nationale pour l'accompagnement de la participation suisse aux programmes d'éducation, de formation professionnelle et de jeunesse de l'Union européenne.

Art. 3 Mesures

¹ La Confédération peut:

- a. verser des contributions pour la participation aux programmes d'éducation, de formation professionnelle et de jeunesse de l'Union européenne;
- b. financer des mesures d'accompagnement pour la mise en œuvre de la participation visée à la let. a;
- c. octroyer des bourses à des personnes effectuant leurs études dans des institutions européennes.

² Le Conseil fédéral fixe les critères de calcul des contributions et règle la procédure.

Art. 5, al. 4

⁴ Elle est prorogée jusqu'au 31 décembre 2007.

¹ FF 2003 2067

² RS 414.51

II

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil national, 3 octobre 2003

Le président: Yves Christen

Le secrétaire: Christophe Thomann

Conseil des Etats, 3 octobre 2003

Le président: Gian-Reto Plattner

Le secrétaire: Christoph Lanz

Date de publication: 14 octobre 2003³

Délai référendaire: 22 janvier 2004

³ FF 2003 6127